

Chers compatriotes.

Si la Femme donne la vie, l'Homme en est le garant. Son rôle physiologique naturel dans le processus de transmission de la vie, outre l'éjaculation, consiste en effet à assumer la sécurisation physique et alimentaire de la femme et du nouveau-né autour de l'accouchement. Cependant, la multiplication des naissances, le nombre d'années important de dépendance des enfants à l'égard des adultes, ont conduit le mâle humain à penser l'objectif de sécurité dans le temps long. Son corps s'est développé pour affronter des animaux, pour construire des murs de protection, pour contrôler des territoires de plus en plus grands. Le principe politique masculin s'exprime à travers ce corps tourné vers l'extérieur, musclé par l'action et le combat pour la domination de l'espace, des animaux et, finalement, des autres humains.

Le pouvoir de modeler l'environnement à sa guise et, plus encore, le pouvoir de donner la mort, volontairement, à l'aide d'outils imaginés à cette fin, c'est-à-dire des armes, a envahi l'esprit masculin et a construit notre histoire. A n'en pas douter, le monde tel qu'il est aujourd'hui, violent, destructeur, conflictuel, hiérarchique, est le fruit du principe masculin. Bien sûr, au départ, il y a quelque chose de parfaitement normal : toute créature recherche la sécurité pour elle et pour les siens, c'est l'instinct de survie. Il est même tout à fait justifié de se défendre quand on est menacé et de combattre quand sa vie est en jeu. Le problème vient du fait que la sécurité s'est progressivement transformée en argument pour agresser le voisin afin de se prémunir contre une éventuelle agression de sa part. C'est un engrenage : il faut une muraille toujours plus épaisse, une tour toujours plus élevée, une armée toujours plus nombreuse et mieux équipée. L'adage « si tu veux la paix, prépare la guerre » est sans doute la déviance la plus perverse des corps soumis à la testostérone. C'est ainsi qu'on en est arrivé à un monde complètement divisé, notamment entre des nations obligées de participer à une bien triste course à l'armement, qui semble sans fin. La propension à la domination entraîne aussi beaucoup d'agressivité interindividuelle et de comportements

délinquants nécessitant des forces de police importantes et un exercice souvent oppressif du pouvoir politique.

La sécurité est donc un enjeu majeur pour les individus et pour les États, en France comme ailleurs. Côté armée, notre pays est plutôt bien loti puisqu'il bénéficie, si j'ose dire, d'une longue tradition militariste. Le rattrapage budgétaire des dernières années a permis de remettre à niveau les équipements. Et surtout, l'armée a toujours été à la pointe de l'innovation technique et stratégique. Mais pourquoi n'en est-il pas de même pour les forces de sécurité intérieure, police et gendarmerie ? Quand on voit la débauche hallucinante de solutions technologiques qui ont été déployées contre le covid-19 et qu'on n'est pas capable d'imaginer des choses analogues pour la sécurité du quotidien, il y a des questions à se poser. La sécurité des personnes et des biens, de par son importance instinctive, a toujours été un moteur essentiel du développement intellectuel et technique des humains. Les citoyens doivent pouvoir bénéficier d'une modernisation de la doctrine et des outils de sécurité intérieure. Il serait peut-être temps d'arrêter les discours démagogiques au sujet de la sécurité : on ne va pas mettre un policier derrière chaque citoyen !

Ce n'est pas non plus en rajoutant encore et encore des caméras de télésurveillance dans les espaces publics qu'on résoudra les problèmes. Ces caméras sont de bonnes solutions pour la sécurité privée et je conçois parfaitement qu'elles ont une utilité dans certaines zones publiques. Mais la stratégie du toujours plus de caméras reste dans la même logique de contrôle de masse, cette vieille obsession des pouvoirs centralisés, qui ne marche même pas dans les dictatures. Cela n'a pas de sens et c'est illusoire. Je pense au contraire qu'il faut passer à une doctrine d'individualisation de la sécurité, c'est la seule façon de conjuguer efficacité et liberté. Dans cette doctrine, ne peuvent être surveillés directement que ceux qui le doivent parce qu'ils ont commis des actes répréhensibles, ou ceux qui le souhaitent parce qu'ils se sentent menacés, pour une raison ou pour une autre. Et puis il y a la question de l'intervention rapide et efficace en cas de problème à laquelle tout le monde a droit. Nous disposons aujourd'hui de moyens techniques extrêmement performants : les objets connectés et géolocalisés.

Certains outils existent déjà, ils sont utilisés de façon très parcimonieuse, dans des cas particuliers : il s'agit d'une part des bracelets électroniques pour le maintien à domicile comme alternative à la prison, et d'autre part des téléphones d'alerte ou des systèmes de contrôle d'éloignement, par exemple, entre une femme et son conjoint violent. Je crois qu'il est possible de généraliser ce type de systèmes à toute la population.

Je propose de mettre au point et de distribuer à toutes celles et à tous ceux qui le souhaitent un Bracelet Individualisé de Protection. Sa première fonctionnalité sera de pouvoir déclencher par un simple bouton une alerte immédiate en cas de grave danger. Mais il pourra avoir beaucoup d'autres fonctionnalités et devenir un véritable adjoint du service public de sécurité. Les personnes qui auront choisi d'en avoir un, pourront le porter ou pas, l'activer ou pas. Quand le Bracelet sera allumé, la personne sera géolocalisée en permanence par les forces de l'ordre et différents systèmes de surveillance liés à de l'intelligence artificielle seront déclenchés uniquement en direction de cette personne. En ce qui concerne les personnes condamnées par la justice ou libérées de prison, une autre version du Bracelet sera verrouillée sur la personne et activée pour une durée déterminée par la loi selon le délit ou le crime commis. Il permettra par exemple de maintenir ces personnes à l'intérieur d'un périmètre déterminé, d'interdire certaines actions et interactions, de surveiller des déplacements. Il sera alors un outil majeur, à la fois coercitif et pédagogique, de lutte contre la récidive qui est sans doute le problème sécuritaire le plus urgent à solutionner. Le Bracelet Individualisé de Protection sera conçu et fabriqué en France. L'investissement prévu est de 1 milliard d'euros pour le développement et encore 1 milliard d'euros pour la production.

Voilà, la clef n°3, c'est le principe masculin. Il s'exprime légitimement dans la recherche de la sécurité pour soi et pour les siens. Mais la sécurité ne doit pas être un prétexte à un contrôle liberticide et agressif des personnes. Les technologies actuelles nous permettent tout à fait une individualisation de la sécurité où chacun pourra choisir son niveau de protection et où, parallèlement, les délinquants seront beaucoup mieux contrôlés. Tout est là, disponible, il suffit de s'y mettre !

Je vous remercie de votre écoute et je vous donne rendez-vous le 21 août prochain pour la clef n°4. Je vous dis donc : à bientôt !